

Claude Bartolone

Président du Conseil général  
Député de la Seine-Saint-Denis

Le 28 mai 2009

Monsieur le Président de la République,

La semaine dernière, à la Courneuve, les forces de l'ordre ont été victimes de tirs à l'arme de guerre. Une nouvelle fois, le drame a été évité de justesse. **Faut-il le pire pour agir ?**

A juste titre, ces événements ont suscité l'émoi de nos concitoyens, mais ce serait une erreur de croire – ou de faire croire – que cette situation est nouvelle. Déjà en 2006, le Préfet de la Seine-Saint-Denis de l'époque attirait l'attention du ministre de l'intérieur sur l'inquiétante dégradation des conditions de sécurité.

**Il y a urgence en Seine-Saint-Denis.** Face à cette urgence, je demande des réponses pour les habitants de ce département. Vous tenez, aujourd'hui même, une réunion à l'Elysée consacrée aux problématiques de sécurité publique. Si cette initiative est normale compte tenu des événements, je la crois néanmoins insuffisante.

Depuis 2002, ce sont 14 textes de loi qui ont été votés dans le domaine de la sécurité. Force est de constater qu'ils n'apportent pas les résultats escomptés. Pire, **la croissance de la délinquance est une réalité** : en Seine-Saint-Denis, les violences physiques augmentent de 3,2% cette année et les violences sexuelles de plus de 6,4%. Quant aux infractions à la législation sur les stupéfiants, elles explosent cette année de plus de 14 %.

**Il faut agir.** C'est pourquoi, dans un esprit résolument républicain, je souhaite vous adresser trois requêtes.

**D'abord, la vérité.** Les Français sont las des querelles de chiffres. Pour rompre avec ces vieilles habitudes, je demande qu'un « Observatoire départemental de la sécurité » soit institué en Seine-Saint-Denis, pour faire la lumière sur la réalité statistique et anticiper les mutations des phénomènes de délinquance.

**Ensuite, la concertation.** Je ne crois pas à une politique de sécurité publique coupée des réalités de terrain. En Seine-Saint-Denis, tous les élus sont attentifs à la sécurité de leurs administrés. Je vous demande aujourd'hui de prendre une initiative visant à les réunir pour bâtir une politique de sécurité partagée.

**Enfin, l'action.** La Seine-Saint-Denis a besoin d'un plan de rattrapage en matière d'effectifs de police. Il manque au moins 400 policiers réellement affectés dans les commissariats et, chaque jour, nos concitoyens subissent les conséquences de cette pénurie. Il en est de même pour les postes d'enseignants et de surveillants. Les moyens dédiés à la Justice doivent être enfin très vite amplifiés, car faute de magistrats, de greffiers en chef, de greffiers et de fonctionnaires des services judiciaires en capacité de faire face notamment à la problématique des mineurs multirécidivistes, le sentiment d'impunité progresse.

Pour ma part, dans le cadre des compétences du Département, **je continuerai à déployer toute mon énergie au service de la sécurité des habitants de la Seine-Saint-Denis**, notamment dans les collèges où nous avons le devoir de garantir la tranquillité des enfants et des personnels éducatifs. Mais sans un Etat qui assume pleinement ses responsabilités, rien de tout cela ne sera possible. Tel est l'appel que je vous lance aujourd'hui.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma très haute considération.



Claude Bartolone